

Bulletin régional sur le marché du travail Outaouais

Deuxième trimestre de 2000, volume 20, numéro 2

Le Bulletin régional sur le marché du travail de l'Outaouais est réalisé par la Direction de la planification, de la recherche et du partenariat d'Emploi-Québec Outaouais.

Direction

Yves Lachapelle

Rédaction

Josée Lavoie

Soutien technique

Anne Lahaie

Texte sur la conjoncture

Guylaine Baril, Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail

Tableaux et graphiques

Omar Choucair et Lassad Damak, Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail

Josée Lavoie, économiste, Emploi-Québec Outaouais

Révision linguistique

Solange Deschênes, réviseure

Abonnement et changement d'adresse:

Emploi-Québec Outaouais

Anne Lahaie

Téléphone : (819) 772-3035 poste 275

Télécopieur : (819) 772-3250

Site Internet : <http://www.mss.gouv.qc.ca>

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 2000

ISSN 1180-4572

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE 2000

NOTE AU LECTEUR	4
FAITS SAILLANTS	6
Section 1. La conjoncture	7
1.1 Le niveau national et international	7
1.2 La région de l'Outaouais	8
Section 2. Le marché du travail	9
2.1 Les principaux indicateurs	9
2.2 Les autres régions du Québec	10
2.3 L'emploi par sexe	10
2.4 L'emploi par groupe d'âge	11
2.5 L'emploi par secteur d'activité	12
Section 3. Tableaux et graphiques	25

LEXIQUE

Population de 15 ans et plus

Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active

Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi

Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle des personnes occupées utilisée par l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada.

Chômeurs

Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs
_____ x 100
Population active

Taux d'activité

Population active
_____ x 100
Population de 15 ans et plus

Taux d'emploi

Emploi
_____ x 100
Population de 15 ans et plus

Note: Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

NOTE AU LECTEUR

MISE EN GARDE MÉTHODOLOGIQUE¹

Les estimations régionales sur le marché du travail se distinguent à plusieurs égards des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage diffusées mensuellement par Statistique Canada et tirées de l'*Enquête sur la population active*. Les estimations dont font part mensuellement les médias sont désaisonnalisées, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières afin de rendre les données comparables avec celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année. Les estimations régionales sont, quant à elles, des données brutes. Statistique Canada ne désaisonnalise pas ces données. Comme les niveaux d'emploi et de chômage varient en fonction de la période de l'année, on ne peut donc comparer les estimations régionales d'un mois qu'avec celles du mois correspondant des années antérieures.

Les estimations régionales se distinguent également des estimations québécoises mensuelles non désaisonnalisées en ce que les premières sont des moyennes mobiles trimestrielles. Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour Chaudière-Appalaches est en réalité une estimation du taux de chômage moyen de cette région pour les mois de février, mars et avril. L'estimation de mai correspondra au taux moyen de mars, avril et mai. Cette façon de faire a été introduite par Statistique Canada en 1991 afin de réduire les fluctuations mensuelles des estimations régionales occasionnées par la faible taille de l'échantillon à partir duquel sont produites ces estimations.

Malgré l'établissement de moyennes mobiles trimestrielles, les estimations régionales demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui est de 10 567 ménages pour l'ensemble du Québec, varie, selon les régions, de 265 ménages à Laval à 1 387 ménages en Montérégie. Statistique Canada a estimé les marges d'erreur pour les régions du Québec à partir des estimations moyennes de septembre 1995 à février 1997². Le coefficient de variation, qui est de 2,7 % pour l'estimation du taux de chômage trimestriel de l'ensemble du Québec, varie de 7,3 % sur l'île de Montréal à 14,8 % pour la région de la Côte-Nord et Nord-du-Québec.

Selon ces estimations, comme on peut le voir au tableau qui suit, lorsque le taux de chômage non désaisonnalisé estimé pour le Québec pour un trimestre donné est de 11,6 %, il y a 67 % de chances que le taux réel, qu'on observerait si l'on recensait tous les ménages du Québec, se situe entre 11,3 % et 11,9 %. Lorsque l'on veut hausser à 90 % l'intervalle de confiance, les bornes inférieure et supérieure sont respectivement de 11,1 % et 12,1 %, ce qui signifie qu'il y a 90 % de probabilités que le taux réel se situe entre ces bornes.

Pour les estimations régionales, la marge d'erreur s'accroît considérablement. Ainsi, une estimation du taux de chômage de 18,7 % pour la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 16,7 % et 20,7 %. L'intervalle de confiance à 67 % pour cette région est donc dans

1 André Grenier, économiste à la Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec.

2 La période part de la moyenne mobile de trois mois de juillet à septembre 1995 jusqu'à celle de décembre 1996 à février 1997.

ce cas-ci de 4 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 2 points dans un sens ou dans l'autre ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux estimé de 13,4 % se situe en réalité entre 12,4 % et 14,4 % deux fois sur trois.

	Taille de l'échantillon	Taux de chômage moyen 9-95 à 2-97*	Intervalles de confiance					
			à 95 %		à 90 %		à 67 %	
			Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Province de Québec	10 567	11,6	11,0	12,2	11,1	12,1	11,3	11,9
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	432	18,7	14,7	22,7	15,7	21,7	16,7	20,7
Bas-Saint-Laurent	432	13,8	10,7	16,9	11,5	16,1	12,3	15,3
Québec	914	11,9	10,0	13,8	10,5	13,3	11,0	12,8
Chaudière-Appalaches	462	7,2	5,5	8,9	5,9	8,5	6,4	8,0
Estrie	910	10,0	7,7	12,3	8,2	11,8	8,8	11,2
Montérégie	1 387	9,9	8,4	11,4	8,8	11,0	9,2	10,6
Montréal	1 139	13,4	11,5	15,3	11,9	14,9	12,4	14,4
Laval	265	9,9	7,3	12,5	8,0	11,8	8,6	11,2
Lanaudière	553	11,8	9,1	14,5	9,7	13,9	10,4	13,2
Laurentides	595	10,8	8,5	13,1	9,1	12,5	9,7	11,9
Outaouais	685	10,9	8,7	13,1	9,3	12,5	9,8	12,0
Abitibi-Témiscamingue	471	11,0	8,5	13,5	9,2	12,8	9,8	12,2
Mauricie —Bois-Francis	1 186	11,6	9,6	13,6	10,1	13,1	10,6	12,6
Saguenay —Lac-Saint-Jean	732	14,7	12,7	16,7	13,2	16,2	13,7	15,7
Côte-Nord et Nord-du-Québec	404	14,3	10,0	18,6	11,1	17,5	12,2	16,4

Source : Statistique Canada.

*Selon les moyennes mobiles de trois mois de septembre 1995 à février 1997.

La marge d'erreur élevée des estimations trimestrielles régionales doit inciter l'utilisateur à interpréter ces estimations avec circonspection. Celui-ci doit garder à l'esprit qu'une variation d'une estimation dans un sens, si elle est inférieure à ce qui est expliqué par le coefficient de variation, peut en réalité camoufler une variation en sens contraire.

OUTAOUAIS

DEUXIÈME TRIMESTRE 2000

FAITS SAILLANTS

En août 2000, au Canada, l'Indice d'offre d'emploi est en progression de 5,6 % par rapport au mois d'août 1999, comparativement à une hausse de 3,8 % pour l'ensemble du Québec. Toutefois, si l'on établit la comparaison avec le mois précédent, l'Indice fléchit légèrement au Canada (-0,6 %) alors qu'il s'accroît de 2,5 % pour le Québec.

En Outaouais, l'emploi fait un bond de 2,1 % au deuxième trimestre de 2000 par rapport à la même période de l'année précédente. Même si la croissance des emplois se poursuit dans la région, elle évolue moins rapidement que dans le reste du Québec dont le niveau d'emplois augmente de 3,1 % pour le même laps de temps.

En revanche, l'agglomération d'Ottawa-Hull affiche des résultats encore plus probants avec un raffermissement de 3,7 % du niveau d'emplois, surpassant l'accroissement de la population active (1,7 %), ce qui fait décliner le nombre de chômeurs et ramener le taux de chômage à 5,7 %.

Au cours de l'année comprise entre le second trimestre de 1999 et celui de 2000, en Outaouais, ce sont les femmes qui ont tiré profit de la création d'emplois. Le regain d'activité des secteurs de l'information, culture et loisirs, de l'hébergement et des services de restauration et des soins de santé et assistance sociale explique une bonne part de cette performance pour les femmes.

Ainsi, en Outaouais, les jeunes ont vu gonfler de 4,1 % leur part relative des emplois entre le second trimestre de 1999 et celui de 2000. En outre, ils ont été plus nombreux à chercher activement un emploi au cours de cette période, ce qui a contribué à accroître de 4,5 % le volume de la population active des jeunes outaouais. La vitalité des secteurs commercial, touristique et des loisirs contribue à vivifier le marché de l'emploi chez les jeunes de l'Outaouais.

SECTION 1

La conjoncture

1.1 Le niveau national et international³

L'économie américaine montre finalement certains signes de ralentissement. Au second trimestre, les dépenses des consommateurs, tout comme l'économie en général, ont crû à un rythme moins effréné que durant les trois trimestres précédents. La croissance annualisée de l'économie devrait, selon divers économistes américains, tomber sous 4 % pour le trimestre qui vient tout juste de se terminer, alors qu'elle s'était maintenue au-dessus de 5 % au cours des neuf mois précédents. Par ailleurs, la croissance des dépenses de consommation, de 6 % qu'elle a affiché pendant neuf mois, est passée à environ 3 % au cours des trois derniers mois. Ainsi, en juin, le secteur manufacturier a perdu un peu de sa vigueur, alors qu'en mai les ventes au détail et les dépenses de constructions résidentielles subissaient des replis.

Les résultats des derniers mois semblent indiquer que la politique d'accroissement du taux directeur de la Federal Reserve (FED) américaine a atteint son objectif, soit de ralentir l'économie afin de maîtriser l'inflation. À ce titre, l'inflation en mai n'a connu qu'une hausse de 0,1 % par rapport à avril. La partie n'est pas pour autant gagnée, car l'économie américaine continue de croître à un rythme où les menaces inflationnistes sont toujours présentes. Les prochains mois s'avéreront encore très critiques et la FED demeure aux aguets. L'absence d'un ralentissement plus marqué de l'économie pourrait amener la FED à hausser une fois de plus le taux directeur en août.

De notre côté de la frontière, les données d'avril semblent aussi indiquer un léger ralentissement de l'économie. Le produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs est resté au même niveau qu'en mars, soit à 774,6 milliards de dollars, en hausse de 4,3 % par rapport à l'an dernier. Le secteur minier, grâce aux industries du pétrole et du gaz, et les industries associées à la «nouvelle économie» ont fait très bonne figure en avril. Cependant, ces bons résultats ont été contrecarrés par une diminution de la production manufacturière, due en bonne partie au refroidissement dans l'industrie automobile, et par une baisse des ventes des détaillants et des grossistes.

La stabilisation de l'économie en avril, tant au Québec qu'au Canada, contraste fortement avec les résultats du mois précédent, alors qu'elle avait offert une performance remarquable, permettant ainsi au premier trimestre de l'année d'afficher une forte croissance. La morosité relative d'avril ne constitue

3 Cette section a été rédigée par Guylaine Baril, économiste à la Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail.

vraisemblablement qu'une pause avant de reprendre le chemin de la croissance, mais à un rythme plus modéré. Cette tendance est d'ailleurs confirmée par l'Indice composite de Statistique Canada qui a augmenté de 0,7 % en mai, ce qui est légèrement inférieur aux hausses d'avril (0,9 %) et de mars (1,1 %). Ce ralentissement fera sans doute plaisir au gouverneur de la Banque du Canada qui, comme son confrère américain, craignait que l'économie ne s'emballe, entraînant avec elle une forte hausse de l'inflation.

Par ailleurs, l'Indice précurseur Desjardins (IPD) montre aussi un certain essoufflement, n'affichant qu'une hausse de 0,2 % en mai, par rapport à 0,7 % en avril. Cette tendance, bien qu'elle soit légèrement haussière, demeure de fort bon augure pour l'économie québécoise, qui devrait poursuivre sur sa lancée pour les trois à six prochains mois. La composante de l'emploi de l'IPD a, quant à elle, perdu un peu de vigueur en mai, mais continue néanmoins sa progression. La reprise du marché du travail, après un premier trimestre moins vigoureux, ne pourra que soutenir la poursuite du cycle d'expansion de l'économie du Québec dans les mois à venir. Cette tendance est aussi soutenue par l'Indice de l'offre d'emploi au Québec qui a augmenté de 0,7 % de mai à juin, bien qu'il soit resté stable au Canada.

1.2 La région de l'Outaouais

Pour l'agglomération d'Ottawa-Hull, pour le premier semestre de 2000, le nombre de faillites a diminué de près de 6 % depuis un an, comparativement à une baisse de 2,3 % à l'échelle du Québec. Ainsi au premier semestre de 2000, on dénombrait 1 037 faillites sur le territoire d'Ottawa-Hull.

Autre bonne nouvelle, en Outaouais, le nombre de prestataires de l'assurance emploi décline de 10,3 % en un an pour se fixer à 6 540 prestataires au premier trimestre de 2000. Seule la municipalité régionale de comté (MRC) de La Vallée-de-la-Gatineau affiche un accroissement de son volume de prestataires. Dans l'ensemble du Québec, entre le premier trimestre de 1999 et celui de 2000, on compte 3,4 % de moins de prestataires à l'assurance emploi.

Au deuxième trimestre de 2000, l'Outaouais connaît un regain d'activité économique par rapport à la même période de l'année précédente. Cette vitalité se reflète notamment dans les secteurs de l'information, de la culture et des loisirs, de l'hébergement et des services de la restauration, des soins de santé et de l'assistance sociale ainsi que dans les activités commerciales, des domaines davantage dominés par une présence féminine.

SECTION 2

Le marché du travail

2.1 Les principaux indicateurs

En août 2000, au Canada, l'Indice d'offre d'emploi⁴ est en progression de 5,6 % par rapport au mois d'août 1999, comparativement à une hausse de 3,8 % pour l'ensemble du Québec. Toutefois, si l'on établit la comparaison avec le mois précédent, l'Indice fléchit légèrement au Canada (-0,6 %) alors qu'il s'accroît de 2,5 % pour le Québec.

En Outaouais, l'emploi fait un bond de 2,1 % au deuxième trimestre de 2000 par rapport à la même période de l'année précédente. Même si la croissance des emplois se poursuit dans la région, elle évolue moins rapidement que dans le reste du Québec, dont le niveau d'emplois augmente de 3,1 % pour le même laps de temps. Ainsi, selon les données statistiques non désaisonnalisées du tableau 1, l'Outaouais compte 155 500 emplois au deuxième trimestre de 2000.

Par ailleurs, comme le rythme de croissance du marché de l'emploi en Outaouais (2,1 %) progresse plus vite que celui de la population active (1,1 %), il en résulte une compression du volume de chômeurs et un abaissement d'un point de pourcentage du taux de chômage, qui se situe à 7 % au second trimestre de 2000, le meilleur score au cours de la dernière décennie. C'est en effet ce que montre le graphique 4 qui illustre les taux de chômage pour les seconds trimestres entre 1987 et 2000. Au Québec, pour la même période, la croissance des emplois (3,1 %) emboîte également le pas sur celle de la population active (1,9 %), ce qui entraîne une diminution d'un point de pourcentage du taux de chômage, qui atteint 8,5 % au deuxième trimestre de 2000.

En outre, en Outaouais, l'emploi se fait moins précaire au second trimestre de 2000 puisque les gains d'emplois réalisés depuis un an sont l'apanage des postes à temps plein. En contrepartie, les pertes d'emplois sont le lot des postes à temps partiel dont le volume s'est dégonflé de 9,3 %. Comme on peut le constater au graphique 5, le nombre d'emplois à temps plein en Outaouais effectue une remontée depuis le deuxième trimestre de 1998 alors qu'on observe le phénomène inverse pour les postes à temps partiel.

4 L'Indice d'offre d'emploi est obtenu à partir des annonces d'emplois publiées dans 22 journaux de 20 régions urbaines au Canada. Il traduit en quelque sorte les intentions des employeurs d'embaucher du personnel. Il ne reflète cependant qu'une partie de l'embauche puisque seulement une proportion des postes à combler sont publiés.

En outre, entre le second trimestre de 1999 et celui de 2000, la population active (1,1 %) outaouaise évolue sensiblement au même rythme que la population âgée de 15 ans et plus (1 %). En conséquence, le taux d'activité reste plutôt stable à 66 % au second trimestre de 2000. *A contrario*, au Québec, le taux d'activité gagne près d'un point de pourcentage pour se fixer à 63,8 % au second trimestre de 2000. Pour ce même trimestre, le taux d'emploi s'élève à 61,3 % en Outaouais et à 58,4 % pour l'ensemble du Québec, soit un écart de 3 points de pourcentage. Le graphique 3 permet cependant de constater que cet écart entre le taux d'emploi pour l'Outaouais et le Québec s'est rétréci au cours des dernières années.

En revanche, l'agglomération d'Ottawa-Hull affiche des résultats encore plus probants avec un raffermissement de 3,7 % du niveau d'emplois, surpassant l'accroissement de la population active (1,7 %), ce qui fait décliner le nombre de chômeurs et ramener le taux de chômage à 5,7 %.

2.2 Les autres régions du Québec

Au second trimestre de 2000, seules les régions de la Montérégie et des Laurentides supplantent l'Outaouais au chapitre des taux d'activité et d'emploi, comme en fait foi le tableau 2.

Avec un taux de chômage de 7 %, l'Outaouais occupe le quatrième rang parmi les 16 régions du Québec. La première place va toujours à la région Chaudière-Appalaches (6 %), suit ensuite la Montérégie (6,2 %) et en troisième position on retrouve Laval (6,6 %). Rien ne bouge pour les dernières places concernant les taux d'activité et d'emploi; elles vont encore aux régions situées à l'est du Québec : la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine et le Bas-Saint-Laurent.

Pour leur part, les agglomérations urbaines de Chicoutimi-Jonquière et de Trois-Rivières se partagent les derniers rangs parmi leurs consœurs pour les indicateurs présentés au tableau 2. Et une fois de plus, Ottawa-Hull tient le haut du pavé et semble bien déterminée à ne pas se faire détrôner en conservant une avance confortable sur sa plus proche rivale : Montréal.

2.3 L'emploi par sexe

Au cours de l'année comprise entre le second trimestre de 1999 et celui de 2000, en Outaouais, ce sont les femmes qui ont tiré profit de la création d'emplois. L'écart entre les hommes et les femmes s'avère moins marqué dans l'ensemble du Québec, où les hommes profitent tout de même des emplois qui ont été créés.

En Outaouais, pour cette période d'analyse, les indicateurs reflétant l'évolution du marché du travail chez les hommes se dégradent. Ainsi, pendant cette année, les hommes perdent 3,2 % de leur volume d'emplois. À l'inverse, leurs confrères québécois accumulent 2 % de plus d'emplois. Comme le marché de l'emploi semble moins profitable aux hommes de l'Outaouais, certains se découragent et cessent de faire la chasse à l'emploi. En conséquence, la population active masculine s'appauvrit (-2 %) et son taux d'activité s'affaisse de près de 2 points de

pourcentage, se fixant à 72,2 % au deuxième trimestre de 2000. En outre, les hommes se font plus nombreux à chômer et leur taux de chômage passe de 8,4 % à 9,4 % entre le second trimestre de 1999 et celui de 2000, surpassant même le taux de 9 % qu'ont obtenu les hommes dans l'ensemble du Québec au deuxième trimestre de 2000. Les pertes d'emplois dans les secteurs des transports et de l'entreposage ainsi que la gestion d'entreprises, services administratifs et autres de même qu'une industrie de la construction relativement stagnante ont certainement contribué à ces résultats pour les hommes de la région.

La croissance des emplois chez les femmes outaouaises (8,8 %), les encourage à rejoindre en grand nombre les rangs de la population active (5,3 %) entre le deuxième trimestre de 1999 et celui de 2000. Ces facteurs contribuent à faire progresser les taux d'emploi et d'activité des femmes de la région. Ainsi, au second trimestre de 2000, pour les femmes de l'Outaouais, le taux d'emploi atteint 57,1 % et le taux d'activité 59,7 %, avec des hausses respectives de 3,8 et 2,1 points de pourcentage par rapport à il y a un an. Le regain d'activité des secteurs de l'information, culture et loisirs, de l'hébergement et des services de restauration et des soins de santé et assistance sociale explique une bonne part de cette performance pour les femmes.

2.4 L'emploi par groupe d'âge

À l'instar des femmes, les jeunes de 15 à 29 ans en Outaouais bénéficient de la création d'emplois réalisée depuis un an, comme en fait foi l'amélioration des indicateurs au tableau 3.

En effet, les emplois d'été pour étudiants pullulent cette année. Les centres d'emplois pour étudiants de Hull, Gatineau et Ottawa n'arrivent pas à répondre à toutes les offres des employeurs, faute d'étudiants. Conséquence, plus d'un millier de postes demeuraient encore non comblés en juillet dernier. Une situation profitable pour les étudiants qui peuvent discriminer et sélectionner les emplois mieux rémunérés. Mais, comme le bonheur des uns fait parfois le malheur des autres, certaines entreprises vivent des difficultés en ne parvenant pas à trouver du personnel pour la période des vacances estivales, ce qui les place dans une mauvaise posture et leur occasionne des soucis dans leur gestion.

Ainsi, en Outaouais, les jeunes ont vu gonfler leur part relative des emplois de 4,1 % entre le second trimestre de 1999 et celui de 2000. En outre, ils ont été plus nombreux à chercher activement un emploi au cours de cette période, ce qui a contribué à accroître de 4,5 % le volume de la population active des jeunes outaouais. La vitalité des secteurs commercial, touristique et loisirs contribue à vivifier le marché de l'emploi chez les jeunes de l'Outaouais. Les taux de chômage, d'activité et d'emploi sont relativement comparables entre les jeunes de la région et ceux de l'ensemble du Québec au second trimestre de 2000.

Les aînés de l'Outaouais connaissent un marché du travail un peu moins dynamique que les 30 ans et plus dans l'ensemble du Québec. À titre d'exemple, entre le deuxième trimestre de 1999 et celui de 2000, le niveau d'emplois se raffermi de 1,5 % pour les aînés de l'Outaouais, comparativement à un taux de 3,2 % chez leurs

confrères québécois. Cependant, les 30 ans et plus de l'Outaouais maintiennent des indicateurs supérieurs à ceux du Québec. Ainsi, le taux d'emploi des aînés de la région se situe à 61,2 % comparativement à 57,7 % à l'échelle du Québec.

2.5 L'emploi par secteur d'activité⁵

Le secteur primaire

Au Québec, entre le deuxième trimestre de 1999 et celui de 2000, selon les données de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le secteur agricole perd du terrain et comprime de 2,4 % sa main-d'œuvre. En revanche, les autres secteurs du primaire s'apprécient et voient hisser leur niveau d'emplois de 15 % au cours de la même période.

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) instaure un nouveau programme d'appui au développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour 2000-2003. L'un des objectifs poursuivis par ce programme vise à favoriser les regroupements auprès des services-conseils dans le but de diffuser l'information et l'expertise au plus grand nombre d'intervenants possible. À ce chapitre, ce programme offre, entre autres, une subvention pouvant atteindre 4 000 dollars pour tout nouveau regroupement dans ce domaine. Mentionnons que le budget alloué au MAPAQ (excluant le secteur des pêches) pour l'année financière 2000-2001 atteint 700,7 millions de dollars, une augmentation de 186 millions par rapport à l'année précédente. Toutefois, une large part de cette augmentation passe au compte des assurances agricoles.

Au Québec, les producteurs d'agneaux obtiennent des prix moins alléchants cette année pour diverses raisons, dont la croissance de la production. Les fluctuations dans la demande et les approvisionnements irréguliers demeurent des obstacles à relever pour l'industrie ovine. En outre, l'ajout de nouveaux producteurs contribue à ces déséquilibres sur le marché. Les jeunes producteurs ne possèdent pas encore les techniques de reproduction qui assurent une meilleure répartition de la production sur une base annuelle. On travaille actuellement au développement de nouveaux produits à valeur ajoutée, telles de nouvelles coupes pour le BBQ, afin d'accroître la consommation d'agneau durant la saison estivale où habituellement la demande est faible.

L'industrie porcine québécoise doit composer avec un sérieux problème de main-d'œuvre. Les nouvelles techniques de production requièrent plus de personnel, ce qui amène une croissance des emplois. Cependant les écoles spécialisées en agriculture précisent que les inscriptions dans cette discipline sont une denrée rare et en nombre insuffisant pour répondre aux offres d'emplois des producteurs. La mauvaise presse de l'industrie porcine, polluante et nauséabonde, et les conditions de travail, en milieu fermé et loin du caractère champêtre de la ferme traditionnelle,

5 La classification type des industries (CTI de 1980) a été remplacée par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) en janvier 1999.

sont autant de facteurs qui peuvent expliquer le fait que les étudiants désertent cette discipline.

Les difficultés de recrutement ne sont pas uniquement le lot de l'industrie porcine. En effet, le problème est tel que la Fédération régionale de l'Union des producteurs agricoles (UPA) de la Beauce suggère d'apporter des améliorations aux conditions de travail en milieu agricole, comme des augmentations salariales, un lieu propre où manger, des vêtements de travail et même un programme collectif d'assurance salaire pour les travailleurs agricoles.

Les pisciculteurs du Québec ont maille à partir avec les normes environnementales du ministère de l'Environnement. Cette industrie est dans un marasme sans précédent et on craint pour sa survie selon l'Association des aquiculteurs du Québec. Les équipements coûteux, nécessaires pour le contrôle du phosphore, jumelés à la faible capacité de production de cette industrie (2 000 tonnes de truites par an) nuisent à la rentabilité et à la viabilité de ce secteur. L'Association rappelle l'importance de cette industrie pour l'ensemencement des lacs du Québec qui seraient, sans cet apport de truites piscicoles, sûrement surmenés par les pêcheurs sportifs.

En Outaouais, on a révoqué le permis et dédommagé le pisciculteur du lac Heney, ensuite c'est la pisciculture Thauvette qu'on a passé au tabac. Les vicissitudes de la pisciculture Thauvette de Notre-Dame-du-Laus perdurent. Cette dernière est maintenant dans la mire du Comité de protection de l'environnement des lacs Forgeron et des Pins. On se souvient qu'à l'automne 1999 le ministère de l'Environnement retirait le permis d'exploitation à cette pisciculture en raison de la pollution qu'elle occasionnait. Or, voilà maintenant que l'Association des aquiculteurs du Québec rétorque et dénonce cette action prise envers la pisciculture Thauvette; mesure qu'elle juge abusive. Une histoire à suivre!

En Outaouais, le MAPAQ revoit ses activités et se recentre sur un certain nombre d'activités jugées prioritaires faute de financement suffisant. Les secteurs ciblés sont la production bovine, l'acériculture, l'horticulture maraîchère et ornementale.

La Petite-Nation en robe des champs, un regroupement de producteurs agricoles qui vise à promouvoir la villégiature, vient de germer en Outaouais. Entre vingt à trente producteurs font partie du circuit agro-touristique; qu'ils produisent des aliments biologiques, qu'ils fassent de l'élevage ou autres, ils visent tous à accueillir les touristes afin de démystifier la vie rurale, campagnarde, agricole.

Avec un souci de plus en plus grand de bien s'alimenter et la crainte des aliments modifiés génétiquement, une part croissante de la population s'adonne aux aliments biologiques. Il appert que le secteur biologique (aliments et suppléments) affiche une croissance de 25 % par an en moyenne depuis quelques années. Un marché à conquérir pour les producteurs et transformateurs certifiés biologiques.

Ça y est, les Serres de l'Outaouais récoltent le fruit de leur labeur. Grâce à l'énergie du Centre de recherche et de développement technologique agroforestier de l'Outaouais, de la Fondation du Parc et d'une quinzaine de déficients intellectuels,

des aubergines et des tomates biologiques seront disponibles toute l'année dans la région. En outre, les responsables du projet envisagent d'accroître à 25 le nombre de postes et atteindre la rentabilité d'ici 2002.

Autre projet de développement de serriculture, les fraises, que les Serres Levert, une entreprise de Masson-Angers, pratiquent depuis ce printemps. Une expérience qui pourrait prendre de l'expansion, si elle s'avérait concluante.

Les conditions climatiques depuis ce printemps ne s'avèrent guère propices pour les agriculteurs de la région qui craignent de faire chou blanc avec leur récolte. C'est le cas notamment du foin qui ne peut être coupé en raison des pluies abondantes.

L'inventaire décennal de la forêt du Québec terminé, le ministère des Ressources naturelles fait état d'une capacité réduite d'exploitation forestière pour certains territoires du Québec. L'est du Québec semble la région la plus affectée par des baisses éventuelles de possibilités forestières. En ce qui a trait à l'Outaouais, il semblerait que sa capacité forestière se soit accrue.

Les producteurs de bois voient leur capacité de négociation s'étioler dans une industrie forestière de plus en plus concentrée et intégrée⁶. Des papetières de moins en moins gourmandes en matière ligneuse et des scieries de plus en plus intégrées modifient considérablement la dynamique des négociations avec les producteurs de bois dont 50 % de leur production dessert maintenant l'industrie du sciage. Afin de contrer cet affaiblissement dans les négociations, les 14 syndicats de producteurs de bois affiliés à la Fédération adhèrent à l'adage : l'union fait la force!

Le secteur secondaire⁷

Au deuxième trimestre de 2000, on recense 642 400 emplois dans les industries de fabrication au Québec, une hausse de 1,1 % depuis un an. En Outaouais, l'activité manufacturière prend du galon et le nombre d'emplois passe de 11 700 à 12 700 entre le second trimestre de 1999 et celui de 2000.

Une fois de plus, le tribunal de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) donne raison au Canada sur le litige opposant les producteurs de bois d'œuvre résineux canadiens et une compagnie forestière des États-Unis. Précisons que l'accord sur le bois d'œuvre résineux qui existe entre les États-Unis et le Canada va prendre fin au 31 mars 2001.

En Outaouais, plus précisément dans la MRC de Papineau, Robert Ribeyron Itée aspire à prendre de l'envergure avec un projet d'expansion d'environ six millions de dollars pour la construction d'une scierie de bois feuillu. La superficie de cette usine s'étendrait sur 28 000 pieds carrés. Sise près de Plaisance, cette entreprise

6 *La Terre de chez nous*, 31 mai 2000, page 9.

7 Les changements apportés dans la nomenclature des activités économiques, soit le passage de la classification type des industries au SCIAN, provoquent des variations qui nous laissent perplexes. Et ces modifications semblent se faire sentir encore au premier trimestre de 2000.

fournirait 32 nouveaux emplois et pourrait démarrer ses activités en décembre prochain.

À Maniwaki, la valeur des permis de construction fait un bond appréciable en raison du permis d'une valeur de 1,4 million de dollars alloué à la compagnie Bowater pour la construction d'un séchoir dans le parc industriel de Maniwaki.

Optimisme au menu pour les producteurs de papier journal qui, après des années de restructuration, modernisation, fusion et finances laminées, voient maintenant le prix du papier journal remonter en raison de la concentration de l'industrie qui a contribué à réduire la capacité globale de production. En effet, les cinq principales compagnies de ce secteur fournissent à elles seules les deux tiers de la production de papier journal en Amérique du Nord. Les dernières années austères et léthargiques ont forcé les regroupements et les consolidations d'entreprises.

Cette tendance à la concentration chez les papetières ne se limite pas uniquement aux productrices de papier journal. En effet, Domtar vient de se porter acquéreur d'une importante compagnie américaine de papiers d'impression, Ris Paper Company, pour la somme de 90 millions de dollars américains.

Sans tambour, ni trompette, le Groupe Communications Canada inc. s'apprête à tourner les talons à Hull et déménager ses pénates à Gloucester près d'Ottawa dans un nouvel édifice de 170 000 pieds carrés. Pour la construction de cet édifice, l'entreprise devra investir 130 millions de dollars et les travaux commenceront au début de la prochaine année. C'est dans la volonté de regrouper les employés de l'atelier M.O.M. Printing d'Ottawa et les employés de l'imprimerie Saint-Joseph à Hull, soit l'ancienne imprimerie nationale, que la compagnie a pris cette décision. Ainsi, les quelque 400 employés qui travaillent actuellement à Hull devront aller exercer leur talent en sol ontarien au cours de l'année 2001.

Le glas sonne pour l'usine Rhodia de Buckingham, ancienne usine Albright & Wilson vendue au printemps dernier. C'est en 2002 que l'usine cessera définitivement toutes ses activités et que la totalité des 96 employés se retrouveront sur le pavé. Les mises à pied s'échelonnent sur deux ans; avant la fin de la présente année, le tiers des emplois seront abolis, un autre tiers des postes auront disparu à la fin de 2001 et les autres à l'été 2002.

Une entreprise de Namur, Tallypack ou VisiForêt inc., bénéficie d'une aide financière de 45 000 dollars du Fonds local d'investissement géré par le Centre local de développement (CLD) de Papineau. L'entreprise se spécialise dans la conception d'appareils optiques faisant usage de la vision artificielle afin de faciliter la gestion du mesurage et de la classification du bois dans les scieries de bois feuillus. Ainsi, le système VisiBois sert à évaluer le volume, le diamètre et la longueur des billes alors que le système VisiClass s'installe à la sortie afin de faciliter le calcul de la dimension de chaque planche, du nombre de nœuds par planche et ainsi de suite. En ayant recours à cette technologie avant-gardiste, selon les promoteurs, l'usine peut maximiser le rendement de la matière ligneuse. En somme, cet appareil se destine aux producteurs de bois de feuillus et aux transformateurs de ce type de bois.

Méga fusion une fois de plus dans le secteur de la fibre optique : JDS Uniphase d'Ottawa fait main basse sur SDL de Californie pour la modique somme de 41 milliards de dollars américains. La course à la fibre optique et à la haute vitesse sur Internet provoque des remous et des vagues de fusions dans cette industrie en ébullition.

Encore un vague sentiment de déjà-vu ou plutôt de déjà-lu, Nortel Networks annonce de nouveaux investissements dans le but d'accroître, de doubler même, sa capacité de production d'équipements pour le développement de réseau optique pour Internet. Cet investissement atteindra la modique somme de 1,9 milliard de dollars américains. Décidément, Nortel nous habitue de plus en plus à ses élans ostentatoires.

Une autre tête d'affiche dans le monde des communications de pointe investit dans la région d'Ottawa. La société Marconi injecte 375 millions de dollars pour la construction d'un complexe comprenant trois édifices d'une superficie totale de 121 000 pieds carrés comprenant une usine et un centre de recherche et de développement. Cette compagnie se spécialise dans la fabrication d'équipements électroniques de communication. Marconi procédera à l'embauche d'une centaine d'employés cette année et pense créer quelque 400 autres postes d'ici 5 ans. L'embauche d'ingénieurs, de spécialistes en commercialisation, de personnel en lien avec la gestion de la production et la gestion de projet ainsi que du personnel de services de soutien sera nécessaire.

Une autre entreprise régionale de haute technologie passe aux mains d'intérêts étrangers. Fibres Innovation de Gatineau devient l'acquisition d'Alcatel Optronics qui a déboursé 175 millions de dollars américains pour cette transaction. L'entreprise gatinoise conserve ses 220 employés en sol outaouais et aspire même à faire de l'embonpoint grâce à Alcatel qui va lui permettre de vanter sa technologie, laquelle permet d'accroître le transport de la fibre optique. De fait, Fibres Innovation a entrepris des travaux d'agrandissement. Dans une première phase, l'entreprise ajoute 50 000 pieds carrés de superficie aux 25 000 existants pour un investissement total évalué à 15 millions de dollars. Une seconde phase d'agrandissement est prévue pour le printemps 2001, laquelle consiste en un ajout de 50 000 pieds carrés qui porterait à 125 000 pieds carrés la superficie de l'usine. Cette expansion permettra d'accroître considérablement sa capacité de production d'ici 2003 et, en corollaire, nécessitera l'embauche de 350 personnes de plus.

Dans l'industrie de la construction en Outaouais, l'activité demeure relativement stagnante au second trimestre de 2000 par rapport au même trimestre de 1999. À l'échelle du Québec, on dénombre seulement environ 4 000 emplois de plus au cours de cette période.

En Outaouais, la baisse du nombre d'unités de logement mis en chantier (-4,3 %) pour le premier semestre de 2000 comparativement au même semestre un an plus tôt ainsi que l'essoufflement marqué dans la construction industrielle et institutionnelle ont certainement contribué à la faible création d'emploi dans ce secteur. De plus, la valeur estimative totale de l'ensemble des secteurs de la

construction pour les mois de janvier à juin entre 1999 et 2000 reste pratiquement invariable.

En Outaouais, au cours des premiers mois de l'année 2000, tous les intervenants du secteur de la construction étaient aux aguets et attendaient impatiemment la levée du marteau. Le martèlement se fit entendre en juin dernier en Outaouais où le nombre de mises en chantier a progressé de 14 % par rapport au mois précédent, selon des données plus récentes.

Le taux de mises en chantier dans la région d'Ottawa-Carleton s'avère le plus probant dans tout le Canada pour le premier semestre de 2000. Cette effervescence du marché de la construction semble faire écho à l'économie galvanisée de cette région. Ainsi, au cours des six premiers mois de 2000, le nombre de mises en chantier sur ce territoire s'est accru de 39 % par rapport à la période correspondante de 1999.

Le groupe immobilier montréalais Alexis Nihon semble s'être pris d'engouement pour les terrains vacants ou inexploités de Gatineau. La liste de ses récentes acquisitions s'allonge. Après avoir fait mainmise sur un million de pieds carrés près de la Maison de la culture et sur l'ancien méga-Zellers, la firme Iorgne maintient le terrain de deux millions de pieds carrés en bordure de l'autoroute 50 et un terrain sur le boulevard Saint-René. Gatineau connaîtra sans doute de nouveaux développements dans les mois et probablement les années à venir.

Un projet de construction de 30 logements sociaux se dessine à Gatineau. Fortes de l'appui accordé par la Ville de Gatineau qui alloue un terrain et 300 000 dollars, les Habitations Unie-vers-Toit comptent déposer à la Société d'habitation du Québec leur projet estimé à deux millions de dollars. Cette somme servirait à la construction d'un édifice de 4 étages regroupant 15 logements et 2 autres édifices de 2 étages regroupant 10 logements chacun.

La revitalisation de la Promenade du Portage à Hull se concrétise de plus en plus. Avec la fermeture du magasin de meubles Achbar, tout un pan de mur restait morne et sans vie sur la rue du Portage. Or, voilà que le propriétaire de Pecco's, le magasin de bicyclettes de la rue Laval à Hull, se porte acquéreur de cet ancien édifice dans le but d'y aménager son commerce au rez-de-chaussée ainsi que des logements aux étages supérieurs.

La Ville de Buckingham imite la Ville de Hull et tente de vampirer sa rue Principale. En plus de restaurer son réseau d'égout et d'aqueduc sur une bonne portion de cette rue, la Ville de Buckingham entreprendra des travaux d'amélioration, question de se refaire une beauté, le tout nécessitera des dépenses de plus de 2,5 millions de dollars et les travaux devraient être terminés au plus tard au printemps 2001.

Pour sa part, la municipalité de Fassett entreprendra des travaux de réfection de son réseau d'aqueduc pour une somme totale de 250 516 dollars dont la moitié provient du programme gouvernemental d'amélioration des infrastructures pour les services d'eau potable. D'autres travaux de réfection de routes sont prévus dans la région. La route 317 entre Ripon et le pont Mireault sera améliorée, des travaux estimés à

500 000 dollars. Au total, cette année, le ministère des Transports prévoit injecter environ 25 millions de dollars pour l'amélioration du réseau routier en Outaouais.

Un vieux dossier dépolvé : Laramée c'est réglé, les travaux vont commencer. Finis les refrains désaccordés, la gouvernement du Québec donne le ton, la construction de l'axe McConnell-Laramée sera entreprise cette année. Ce boulevard comptera quatre voies et des carrefours giratoires, le tout estimé à 35 millions de dollars, une facture que se partageront Québec et Ottawa.

Certains travaux routiers seront entrepris à Gatineau dans le but de favoriser le transport en commun. Ces aménagements estimés à près de 530 000 dollars faciliteront la circulation des autobus, des mesures souhaitées par la Société de transport de l'Outaouais.

Le secteur tertiaire⁸

En Outaouais, le secteur des transports et de l'entreposage roule au ralenti au deuxième trimestre de 2000 par rapport au même trimestre de 1999. Ainsi, le niveau d'emplois s'est déprécié de 4,3 % pour atteindre 6 600 emplois au second trimestre de 2000. À l'échelle du Québec, ce secteur gagne du terrain et connaît une croissance d'emplois de 6 % au cours de la même période.

Les mesures de sécurité routière pour le transport par camion auront des dents si l'on en juge par les nouvelles mesures annoncées par le ministère des Transports du Québec. Ainsi, on compte ajouter 150 contrôleurs routiers sur les routes du Québec, renforcer les normes des écoles de conduite de camionneurs, améliorer la signalisation dans les endroits jugés dangereux et instaurer un programme d'encouragement et de valorisation pour les chauffeurs prudents.

Air Montréal, le transporteur aérien qui assurait la liaison Gatineau-Québec, a finalement dû se lover sous l'aile protectrice de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* en mai dernier. Gatineau cherche actuellement un autre fournisseur pour assurer ce service.

Le secteur de la gestion des entreprises, des services administratifs et autres affiche des résultats dubitatifs pour le second trimestre de 2000 en Outaouais. Dans l'ensemble du Québec, ce secteur connaît une croissance de 7,7 % entre le second trimestre de 1999 et celui de 2000.

Une entreprise de L'Ange-Gardien, les Composts Québec Outaouais, se distingue en obtenant une certification du Bureau de normalisation du Québec (BNQ) pour la production de son compost.

Le centre d'appels l'Intermission de Masson-Angers, une coopérative de travailleurs, ambitionne d'accroître son effectif et d'investir 70 000 dollars pour demeurer

8 Les changements apportés dans la nomenclature des activités économiques, soit le passage de la classification type des industries au SCIAN, provoquent des variations qui nous laissent perplexes. Et ces modifications semblent se faire sentir encore au premier trimestre de 2000. En attendant, il faut être prudent dans l'interprétation des données sectorielles régionales.

compétitif. Cet investissement jumelé à un plan de commercialisation permettront la création d'une douzaine d'emplois qui feront passer à 20 le nombre total d'employés, si tout va pour le mieux.

Les services professionnels scientifiques et techniques poursuivent leur ascension dans la région et ce secteur compte maintenant près de 10 000 emplois. Cette croissance est attribuable particulièrement au secteur de la haute technologie.

Le développement frénétique et même erratique du secteur des technologies de l'information provoque des besoins de regroupement et de rassemblement. C'est dans cette optique que le Conseil du multimédia du Québec compte prendre forme d'ici l'automne. Plusieurs sujets seront à l'ordre du jour de ce nouvel organisme, dont celui des relations de travail. En riposte à ce regroupement d'affaires, les travailleurs du multimédia fondent l'Association des travailleurs du multimédia du Québec (ATMQ).

Selon une étude⁹ réalisée à l'automne 1999 par le Centre de promotion du logiciel québécois, plus de la moitié des entreprises québécoises s'inquiètent du niveau de compétence des employés. Il semble difficile, à la fois, de dénicher et de retenir du personnel compétent. Cette situation existe non seulement pour les compétences techniques, les concepteurs mais également pour le personnel de la vente, les vendeurs performants sachant développer de bonnes stratégies de commercialisation. Ces derniers doivent souvent posséder des connaissances sur les réseaux de distribution et les pays étrangers.

Le manque de main-d'œuvre spécialisée est une réalité bien tangible pour plusieurs entreprises régionales, dont l'entreprise gatinoise Services de dessins techniques TDS qui se spécialise dans la réalisation de design de structures d'acier informatisé. Les dirigeants de cette petite entreprise qui emploie 5 travailleurs affirment qu'ils pourraient facilement doubler leur effectif et leur production si la main-d'œuvre était disponible.

À Ottawa, le fabricant de logiciels Corel connaît encore des ratés financiers. Malgré la suppression de 320 postes au cours des derniers mois, les déboires perdurent et les pertes financières se succèdent. Avec des revenus qui ne cessent de décliner, le système d'exploitation Linux semble devenir de plus en plus sa planche de salut.

L'entreprise de haute technologie, Impath Networks de Nepean près d'Ottawa, fait main basse sur Multidev de Hull spécialisée dans les communications à haute vitesse. Les 12 employés de cette entreprise hulloise demeureront en poste à Hull mais seront confondus aux 91 autres employés d'Impath.

Hemera Technologies de Hull prend le haut du pavé en cédant 23 % de ses parts à Corel en contrepartie de l'acquisition de GraphicCorp, soit la bibliothèque numérique de Corel. L'entreprise hulloise devient sans conteste la plus importante entreprise du genre à pouvoir offrir un vaste éventail de photos numérisées.

9 Source : *Les Affaires*, 24 juin 2000.

Une entreprise hulloise, Synercard, spécialisée dans le marché des cartes d'identité personnelles sous un environnement Internet et intranet, reçoit un financement d'un million de dollars et compte créer une trentaine d'emplois au cours des trois prochaines années.

Le programme d'apprentissage Canarie alloue 300 000 dollars à l'entreprise Laboratoire Idéeclic de Hull qui désire croiser les informations colligées des musées à des fins d'enseignement. Ainsi, les enseignants pourront avoir accès aux expositions virtuelles d'une dizaine de musées canadiens. Ce contrat permettra à l'entreprise hulloise de faire passer son effectif de 17 à 27 personnes pour la durée de ce contrat estimée à 2 ans.

Un incubateur d'entreprises de biotechnologie va voir le jour à Ottawa. Grâce à une aide financière du gouvernement ontarien de 5,4 millions de dollars, on s'attend à ce que cet incubateur, arrivé à sa vitesse de croisière dans cinq ans environ, compte près de 27 entreprises et quelque 170 emplois pour des retombées estimées de 66 millions de dollars. Il sera érigé dans le Parc de biotechnologie d'Ottawa au coût de 14,3 millions de dollars.

L'Agence de traitement numérique de l'Outaouais (ATINO) prend son envol grâce à une aide financière de 54 000 dollars accordée par le ministère des Régions. Cette agence s'activera à concevoir une vitrine Internet pour l'Outaouais. Vitrine où l'on pourra regarder et croiser diverses informations régionales.

En Outaouais, le secteur de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location représente 6 700 employés au second trimestre de 2000.

La Banque Scotia tire sa révérence des régions du Québec et cède ses 43 succursales régionales à l'une de ses rivales, la Banque Laurentienne, pour un montant total de 35 millions de dollars. La Scotia maintient ses activités uniquement dans les principaux centres urbains du Québec.

La Banque Toronto-Dominion qui est devenue propriétaire de Canada Trust envisage maintenant de réduire ses dépenses en liquidant 275 succursales et en abolissant 4 900 emplois à temps plein.

Un autre bureau de syndic de faillite s'ajoute dans le paysage hullois. Bernier et associés, syndic de faillite inc. compte éventuellement prendre de l'expansion et ouvrir des bureaux satellites dans d'autres villes des environs.

Au Québec, c'est en Outaouais que le marché de la revente se fait le plus prospère pour le premier semestre de 2000. En effet, dans l'agglomération de Hull, le nombre de maisons vendues a grimpé de 21,8 % pour les mois de janvier à juin 2000 comparativement à la même période de 1999, encore une année de choux gras pour les courtiers en immobilier.

Lou-Tec, une entreprise de location d'équipements orne maintenant le paysage gatinois. Les étals de cette boutique comptent quelque 400 pièces d'équipements logée dans un local de 3 000 pieds carrés.

Au second trimestre de 2000, le secteur commercial fournit 19 700 emplois en Outaouais, soit une hausse de 8,8 % par rapport au même trimestre de 1999.

Peu de temps après son apparition dans le paysage des concessionnaires automobiles en Outaouais, Deawoo pourrait bien disparaître ou changer de nom. En effet, le constructeur automobile sud-coréen présente des résultats financiers écrits à l'encre rouge. Les grands fauves de cette industrie sentent le sang rouge de cette proie laissée gisante par ses créanciers.

À l'instar de plusieurs secteurs d'activité, on assiste à une concentration dans le secteur de l'alimentation et le Québec ne se soustrait pas à cette tendance comme il a été expliqué au *Bulletin* du deuxième trimestre de 1999. Au Québec, seul Métro-Richelieu demeure une entité québécoise, mais pas pour longtemps selon les experts. S'il faut en croire la rumeur, ce dernier fleuron de la distribution alimentaire au Québec serait un bon parti pour des chaînes étrangères. En outre, Wal-Mart se lance dans la mêlée et intègre davantage de produits alimentaires à ses grands magasins. Le marché de l'alimentation au Québec se concentre donc dans les mains de quelques joueurs de grand gabarit. Ce contexte inquiète les petits fournisseurs, notamment les agriculteurs maraîchers, qui craignent d'être exclus de ce nouveau règne des grands ensembles.

Un autre titan américain va étendre ses tentacules sur le marché canadien. Il s'agit de Gateway, un fabricant et détaillant de matériel informatique qui compte ouvrir une dizaine de ses méga-magasins au Canada au cours de la présente année. Cette grande chaîne envisage d'ouvrir d'autres succursales, dont certaines au Québec en 2001.

La compétition avivée dans le secteur de la quincaillerie avec la venue des magasins à grande surface aura eu raison du magasin BMR Matériaux Outaouais de Buckingham. Les propriétaires mettent la clé sur la porte de la boutique désertée et peu rentable, laissant neuf travailleurs sur le carreau. Autre nouvelle sombre, Plomberie lumineuse Cléroux de Hull s'éteint après 25 ans d'existence.

Toutefois, Matériaux Bonhomme, qui a plié bagage dernièrement à Gatineau, n'a pas lancé la serviette et rouvre ses portes à Hull. Grâce à un investissement d'un million de dollars, l'entreprise reprend ses activités et embauche 45 employés.

Vitrines placardées, grandes surfaces inhabitées, mail déserté, des images plutôt laides que tentent d'embellir les Promenades de l'Outaouais à Gatineau. De nouveaux commerces et services vont s'ajouter et les promoteurs avouent que d'autres commerces viendront s'installer éventuellement.

Sears Canada donne un second souffle de vie au magasin Eaton du Centre Rideau d'Ottawa. Cette reviviscence ramène 400 emplois à ce centre commercial.

Un petit nouveau à l'Université d'Ottawa, le certificat de deuxième cycle en commerce électronique fait son entrée en septembre prochain. L'université s'enorgueillit déjà de ce rejeton. En outre, l'Université d'Ottawa va gonfler ses goussets d'une somme rondelette de 12,5 millions de dollars obtenue de la part de la Fondation canadienne de l'innovation. Avec ce financement, l'Université d'Ottawa

compte soutenir d'importants projets de recherches : en logiciel de haute performance en application Internet, en polymères, en génétique et en évaluation préclinique. Pour sa part, l'Université du Québec à Hull recevra de cette fondation canadienne une aide maigrelette de 132 660 dollars qu'elle ne devrait pas trop avoir de difficulté à investir.

Le Collège Mérici obtient le feu vert du ministère de l'Éducation pour offrir son diplôme d'études collégiales (DEC) en tourisme à l'entrée scolaire en septembre 2000. Rappelons que ce collège fait partie d'un consortium de collèges privés sis à Hull et appelé le Multi-Collège.

Les soins de santé et d'assistance sociale progresse de 9,3 % au chapitre de l'emploi en Outaouais entre le deuxième trimestre de 1999 et celui de 2000. Ce secteur recense un peu plus de 15 000 postes au second trimestre de 2000 en Outaouais.

Un pavillon de cardiologie équipé d'appareils perfectionnés a été inauguré à l'Hôpital d'Ottawa, une nouvelle unité de services spécialisés qui aura coûté 900 000 dollars.

Un vent d'air frais soufflera sur l'Hôpital pour enfants de l'est ontarien. Ce dernier procédera à une vaste cure de rajeunissement estimée à 45 millions de dollars, dont 28 millions seront fournis par le gouvernement de l'Ontario. Cet hôpital d'Ottawa compte rénover 110 000 pieds carrés et en construire 120 000 autres. Les travaux pourraient débiter en 2001.

Selon toute attente, l'été s'avère pénible pour les infirmiers et infirmières des hôpitaux de Hull et Gatineau. Quarts de travail non comblés, encombrement dans les urgences, un scénario réchauffé qu'on nous repasse en période estivale.

Le Centre local de développement (CLD) de Papineau injecte 42 500 dollars au sein de trois entreprises d'économie sociale : les Ateliers Formatech, la Coopérative 1001 corvées et le Centre d'interprétation de la géologie.

En Outaouais, au second trimestre de 2000, l'activité reprend dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration en raison notamment des récents investissements dans le secteur de l'hébergement. Ce secteur fournit maintenant de l'emploi à quelque 9 700 personnes.

Le Café Henry Burger de Hull a injecté 350 000 dollars afin d'agrandir ses cuisines et ses bureaux administratifs. Cet investissement était devenu nécessaire en raison de l'essor de son service de traiteur. En effet, ce restaurant a obtenu le contrat de service de traiteur avec les propriétaires du Petit Train de Wakefield. Avec ces améliorations, le restaurant hullois de haute gamme pourra dorénavant servir jusqu'à 400 convives à la fois avec son service de traiteur.

Une seconde chaîne américaine de la restauration se fait bouder par les Gatinois. En effet, après le restaurant Perkins qui a dû se rebaptiser et changer le menu, voilà que le restaurant Hooters devient le Bistro La Québécoise. Les propriétaires ont révisé leur stratégie après seulement huit mois de fonctionnement en raison de leur impopularité et de la concurrence.

Le secteur de l'information, de la culture et des loisirs semble en effervescence en Outaouais depuis un an. Le domaine des télécommunications et celui des loisirs y sont certainement pour quelque chose. Au second trimestre de 2000, ce secteur compte environ 9 000 travailleurs.

Vidéotron prépare son offensive dans le monde de la téléphonie. En effet, c'est en 2001 que l'entreprise compte offrir son service de téléphonie par câble. En Outaouais, les travaux vont bon train et le réseau sera bientôt prêt.

La Municipalité régionale de comté de Papineau (MRC) possède à son actif un autre organisme de promotion avec la Corporation de développement culturel et artistique de la Petite-Nation.

Au début de l'été, une entreprise de divertissement a entrepris ses activités à Gatineau. Amigo Karting a aménagé deux pistes de karting et une piste de VTT pour la somme d'un demi-million de dollars.

SECTION 3

Tableaux et graphiques

Tableau 1

PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Outaouais, ensemble du Québec et Ottawa-Hull

Données non désaisonnalisées

Indicateur du marché du travail	Outaouais			Ottawa-Hull			Ensemble du Québec		
	2 ^e trimestre		Variation	2 ^e trimestre		Variation	2 ^e trimestre		Variation
	2000	1999	%	2000	1999	%	2000	1999	%
Population 15 ans et plus (000)	253,8	251,2	1,0	857,4	843,9	1,6	5 930,4	5 887,5	0,7
Population active (000)	167,4	165,6	1,1	595,3	585,4	1,7	3 783,0	3 710,9	1,9
Emploi (000)	155,5	152,3	2,1	561,2	541,3	3,7	3 461,5	3 357,5	3,1
- Temps plein (000)	135,9	130,7	4,0	467,0	453,8	2,9	2 894,0	2 817,6	2,7
- Temps partiel (000)	19,6	21,6	-9,3	94,3	87,5	7,8	567,4	540,0	5,1
Chômeurs et chômeuses (000)	11,8	13,3	-11,3	34,1	44,1	-22,7	321,5	353,4	-9,0
Taux de chômage (%)	7,0	8,0		5,7	7,5		8,5	9,5	
Taux d'activité (%)	66,0	65,9		69,4	69,4		63,8	63,0	
Taux d'emploi (%)	61,3	60,6		65,5	64,1		58,4	57,0	

Notes : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Les données chronologiques de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada.

En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada. Certains regroupements sont effectués par Emploi-Québec.

Tableau 2

**COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
2^e trimestre 2000**

Données non désaisonnalisées

Régions économiques, agglomérations urbaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	55,0	20,0	43,8
Bas-Saint-Laurent	54,0	10,9	48,1
Québec	61,5	9,2	55,8
Chaudière-Appalaches	64,3	6,0	60,5
Estrie	63,2	8,4	57,9
Centre-du-Québec	60,9	8,6	55,7
Montréal	62,0	10,0	55,8
Laval	63,6	6,6	59,4
Lanaudière	65,9	7,2	61,1
Laurentides	67,6	7,3	62,7
Outaouais	66,0	7,0	61,3
Abitibi-Témiscamingue	65,7	12,1	57,8
Mauricie	57,2	10,3	51,4
Saguenay—Lac-Saint-Jean	59,6	10,6	53,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	63,5	12,2	55,8
AGGLOMÉRATIONS URBAINES			
Chicoutimi-Jonquière	55,3	9,5	50,1
Québec	63,7	8,1	58,5
Trois-Rivières	59,3	11,0	52,7
Sherbrooke	65,7	8,6	60,0
Montréal	66,2	7,7	61,1
Ottawa-Hull	69,4	5,7	65,5
ENSEMBLE DU QUÉBEC	63,8	8,5	58,4

Notes : Les données chronologiques de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada. En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 3

PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL PAR ÂGE ET PAR SEXE
Outaouais et ensemble du Québec

Sexe et groupe d'âge	Outaouais			Ensemble du Québec		
	2 ^e trimestre 2000	1999	Variation %	2 ^e trimestre 2000	1999	Variation %
HOMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	126,7	126,0	0,6	2 908,8	2 887,2	0,7
Population active (000)	91,5	93,4	-2,0	2 078,1	2 056,1	1,1
Emploi (000)	82,9	85,6	-3,2	1 890,4	1 853,6	2,0
- Temps plein (000)	76,5	78,8	-2,9	1 709,4	1 686,1	1,4
- Temps partiel (000)	6,4	6,8	-5,9	181,0	167,5	8,1
Chômeurs (000)	8,6	7,8	10,3	187,7	202,5	-7,3
Taux de chômage (%)	9,4	8,4		9,0	9,8	
Taux d'activité (%)	72,2	74,1		71,4	71,2	
Taux d'emploi (%)	65,4	67,9		65,0	64,2	
FEMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	127,1	125,1	1,6	3 021,6	3 000,4	0,7
Population active (000)	75,9	72,1	5,3	1 704,9	1 654,8	3,0
Emploi (000)	72,6	66,7	8,8	1 571,0	1 503,9	4,5
- Temps plein (000)	59,4	51,9	14,5	1 184,6	1 131,5	4,7
- Temps partiel (000)	13,2	14,8	-10,8	386,4	372,4	3,8
Chômeuses (000)	-	5,5	-	133,8	150,9	-11,3
Taux de chômage (%)	4,3	7,6		7,8	9,1	
Taux d'activité (%)	59,7	57,6		56,4	55,2	
Taux d'emploi (%)	57,1	53,3		52,0	50,1	
15 à 29 ANS						
Population de 15 à 29 ans (000)	62,3	60,0	3,8	1 442,5	1 445,8	-0,2
Population active (000)	43,8	41,9	4,5	1 001,1	982,4	1,9
Emploi (000)	38,3	36,8	4,1	873,8	850,4	2,8
- Temps plein (000)	28,3	27,1	4,4	625,7	610,9	2,4
- Temps partiel (000)	10,0	9,6	4,2	248,1	239,5	3,6
Chômeurs (000)	5,5	5,1	7,8	127,3	132,0	-3,6
Taux de chômage (%)	12,6	12,2		12,7	13,4	
Taux d'activité (%)	70,3	69,8		69,4	67,9	
Taux d'emploi (%)	61,5	61,3		60,6	58,8	
30 ANS ET PLUS						
Population de 30 ans et plus (000)	191,6	191,2	0,2	4 487,9	4 441,7	1,0
Population active (000)	123,6	123,7	-0,1	2 781,9	2 728,5	2,0
Emploi (000)	117,2	115,5	1,5	2 587,7	2 507,1	3,2
- Temps plein (000)	107,6	103,6	3,9	2 268,3	2 206,7	2,8
- Temps partiel (000)	9,6	11,9	-19,3	319,4	300,4	6,3
Chômeurs (000)	6,3	8,2	-23,2	194,2	221,4	-12,3
Taux de chômage (%)	5,1	6,6		7,0	8,1	
Taux d'activité (%)	64,5	64,7		62,0	61,4	
Taux d'emploi (%)	61,2	60,4		57,7	56,4	

Notes : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Les données chronologiques de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada.

En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 4

EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
Outaouais et ensemble du Québec

Secteur d'activité	Outaouais			Ensemble du Québec		
	2 ^e trimestre		Variation	2 ^e trimestre		Variation
	2000 (000)	1999 (000)	%	2000 (000)	1999 (000)	%
Agriculture	-	-	-	64,2	65,8	-2,4
Autres branches du secteur du primaire	-	-	-	40,6	35,3	15,0
Services publics	-	-	-	26,4	26,1	1,1
Construction	8,8	8,6	2,3	141,4	137,2	3,1
Fabrication	12,7	11,7	8,5	642,4	635,6	1,1
Commerce	19,7	18,1	8,8	547,9	516,1	6,2
Transports et entreposage	6,6	6,9	-4,3	171,7	162,0	6,0
Finance, assurances, immobilier et location	6,7	5,2	28,8	183,9	180,0	2,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	9,8	8,6	14,0	197,9	195,8	1,1
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres	6,5	10,1	-35,6	111,6	103,6	7,7
Services d'enseignement	9,9	12,2	-18,9	224,4	238,7	-6,0
Soins de santé et assistance sociale	15,3	14,0	9,3	381,6	346,8	10,0
Information, culture et loisirs	9,1	6,7	35,8	147,4	137,8	7,0
Hébergement et services de restauration	9,7	8,5	14,1	204,5	190,1	7,6
Autres services	5,1	7,8	-34,6	168,9	184,1	-8,3
Administration publique	32,6	30,9	5,5	206,5	202,5	2,0
Ensemble des secteurs	155,5	152,3	2,1	3 461,5	3 357,5	3,1

- : Donnée non disponible.

Notes : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

La classification type des industries (CTI de 1980) a été remplacée par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) en janvier 1999. Ce changement provoque des variations qui nous laissent perplexes. Il se peut que cela se fasse sentir encore au cours de l'année.

Les données chronologiques de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada. En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 5

EMPLOI PAR GRAND GROUPE PROFESSIONNEL
Outaouais et ensemble du Québec

Groupe professionnel selon la CTP ¹	Outaouais			Ensemble du Québec		
	2 ^e trimestre		Variation	2 ^e trimestre		Variation
	2000 (000)	1999 (000)	%	2000 (000)	1999 (000)	%
Gestion	14,6	14,4	1,4	331,0	308,7	7,2
Affaires, finances et administration	34,1	31,1	9,6	609,3	619,0	-1,6
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	14,6	12,9	13,2	231,4	212,6	8,8
Secteur de la santé	7,2	7,5	-4,0	199,8	199,6	0,1
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	11,2	13,4	-16,4	247,6	238,5	3,8
Arts, culture, sports et loisirs	5,9	5,2	13,5	101,3	102,0	-0,7
Ventes et services	39,0	39,4	-1,0	851,6	802,0	6,2
Métiers, transport et machinerie	19,2	19,9	-3,5	467,9	462,1	1,3
Professions propres au secteur primaire	-	-	-	96,9	91,9	5,4
Transformation, fabrication et services publics	6,3	5,0	26,0	324,8	321,3	1,1
Ensemble des professions	155,5	152,3	2,1	3 461,5	3 357,5	3,1

- : Donnée non disponible.

1. Classification type des professions de 1991.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Les estimations selon les groupes de professions (CTP de 1980) ont été remplacées par la classification de 1991 (CTP de 1991), en janvier 1999.

Les données chronologiques de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada. En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 6

EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (milliers)

Secteur d'activité	Ensemble du Québec		
	2 ^e trimestre 2000	2 ^e trimestre 1999	Variation %
Agriculture	64,2	65,8	-2,4
Foresterie et exploitation forestière	21,7	20,2	7,4
Pêche, chasse et piégeage	4,0	-	-
Extraction minière	14,9	12,1	23,1
Services publics	26,4	26,1	1,1
Construction	141,4	137,2	3,1
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	78,2	70,3	11,2
Usines de textiles et de produits textiles	23,2	22,5	3,1
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	66,4	73,9	-10,1
Fabrication de produits en bois	50,7	47,2	7,4
Fabrication du papier	33,8	37,3	-9,4
Impression et activités connexes de soutien	27,8	36,1	-23,0
Fabrication de produits chimiques	33,8	29,9	13,0
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	29,8	31,8	-6,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	14,1	16,6	-15,1
Première transformation des métaux	36,9	36,1	2,2
Fabrication de produits métalliques	45,1	37,5	20,3
Fabrication de machines	26,3	25,5	3,1
Fabrication de produits informatiques et électroniques	39,6	31,5	25,7
Fabrication de matériel, d'appareils et de composantes électriques	21,1	15,8	33,5
Fabrication de matériel de transport	50,9	65,7	-22,5
Fabrication de meubles et de produits connexes	37,6	35,5	5,9
Activités diverses de fabrication	27,1	22,4	21,0
Commerce de gros	132,9	125,2	6,2
Commerce de détail	415,1	390,9	6,2
Transport et entreposage	171,7	162,0	6,0
Finance	87,0	83,3	4,4
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	51,5	50,9	1,2
Services immobiliers	33,3	31,8	4,7
Services de location et de location à bail	12,2	13,9	-12,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	197,9	195,8	1,1
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	111,6	103,6	7,7
Services d'enseignement	224,4	238,7	-6,0
Soins de santé et assistance sociale	381,6	346,8	10,0
Information, culture et loisirs	147,4	137,8	7,0
Hébergement et restauration	204,5	190,1	7,6
Autres services	169,0	184,1	-8,2
Administration fédérale (incluant la Défense)	58,6	60,7	-3,5
Administrations publiques provinciales et territoriales	77,4	81,0	-4,4
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autres	70,6	60,8	16,1
ENSEMBLE DES SECTEURS	3 461,5	3 357,5	3,1

- : Donnée non disponible.

Notes : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

La classification type des industries (CTI de 1980) a été remplacée par le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) en janvier 1999.

Les données chronologiques de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada. En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 7

**NOMBRE D'UNITÉS DE LOGEMENT
ET VALEUR ESTIMATIVE DE LA CONSTRUCTION**
Outaouais et ensemble du Québec

Catégorie	Outaouais			Ensemble du Québec		
	Janvier à juin		Variation	Janvier à juin		Variation
	2000	1999	en %	2000	1999	en %
Nombre d'unités de logement	676	706	-4,3	13 812	14 391	-4,0
Valeur estimative de la construction (total en milliers de dollars)	135 345	135 208	0,1	3 024 405	2 917 429	3,7
- résidentielle (000)	79 736	73 623	8,3	1 786 756	1 694 744	5,4
- industrielle (000)	6 102	14 044		362 330	419 487	-13,6
- commerciale (000)	37 597	24 101	56,0	597 282	545 575	9,5
- institutionnelle et gouvernementale (000)	11 910	23 440	-49,2	278 037	257 623	7,9

Source : CANSIM — Statistique Canada, *Permis de bâtir*.

Tableau 8

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS
Outaouais
2^e trimestre 2000

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise	Montant de l'investissement (000 \$)	Remarques
Construction résidentielle	Construction Joao Tavares inc. (Hull)	800	Construction de 14 unités de copropriétés d'une superficie de 9 500 pieds carrés sur deux étages à Hull.
	Pierre Ménard (Hull)	500	Construction d'un édifice de 6 000 pieds carrés sur deux étages comprenant 11 unités de logement à Hull.
Construction commerciale			
Commerce	Matériaux Bonhomme (Hull)	1 000	Réouverture du magasin de Hull et création de 45 emplois.
Hébergement et services de restauration	Café Henry Burger (Hull)	350	Agrandissement des cuisines et des bureaux administratifs en raison de la croissance de son service de traiteur.
Information, culture et loisirs	Amigo Karting (Gatineau)	500	L'entreprise a commencé ses activités à l'été 2000.
	Centre d'appels l'Intermission (Masson-Angers)	70	Un investissement qui permettra à cette coopérative de travailleurs de prendre de l'expansion et d'embaucher une douzaine de travailleurs.
Construction industrielle			
Bois	Robert Ribeyron ltée (MRC de Papineau, Plaisance)	6 000	Construction possible d'une scierie de bois feuillus d'une superficie de 28 000 pieds carrés. Création potentielle de 32 emplois.
Pâtes et papiers	Bowater (MRC de La Vallée-de-la-Gatineau, Maniwaki)	1 400	Construction d'un séchoir dans le parc industriel de Maniwaki.
Imprimerie	Saint-Joseph Printing Ltd. – Groupe Communications Canada inc. (Gloucester, Ontario)	13 000	Construction d'une nouvelle imprimerie d'une superficie de 170 000 pieds carrés qui servira notamment à déménager les employés de l'ancienne imprimerie nationale de Hull. Les travaux doivent commencer au début de la prochaine année.
Technologie de l'information	Fibres Innovation - Alcatel (Gatineau)	30 000	Phase I ajout de 50 000 pieds carrés à son usine de Gatineau au coût de 15 millions. La phase II devrait débuter au printemps 2001 et consisterait à l'ajout d'un autre 50 000 pieds carrés, portant à 125 000 la superficie totale de son usine. On estime entre 15 à 20 millions la seconde phase. On estime pouvoir ajouter 350 emplois aux 220 existants.
	Laboratoire Idéeclic (Hull)	300	Un contrat de deux ans permettant l'embauche de 10 personnes.
	Marconi Canada (Ottawa-Ontario)	375 000	Construction de trois édifices d'une superficie de 121 000 pieds carrés comprenant une usine et un centre de recherche et développement. Les travaux devraient être terminés à l'automne 2000 et 100 emplois y seront créés cette année et on parle de 400 autres d'ici 5 ans.
	Synercard (Hull)	1 000	Aide financière pour soutenir son développement. L'entreprise prévoit créer 30 nouveaux emplois d'ici 3 ans.
	Tallypack – VisiForêt (MRC de Papineau, Namur)	45	Aide financière allouée par le Centre local de développement de Papineau afin de favoriser la croissance de cette entreprise.

Source : Relevé de l'économiste régionale d'Emploi-Québec.

Tableau 8

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS (suite)
Outaouais
2^e trimestre 2000 (suite)

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise	Montant de l'investissement (000 \$)	Remarques
Construction industrielle			
Technologie de l'information	Incubateur d'entreprises biotechnologie (Ottawa, Ontario)	14 300	D'ici 5 ans on s'attend d'y retrouver 27 entreprises et 170 emplois.
Construction institutionnelle			
Soins de santé et d'assistance sociale	Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais (Hull)	550	Modernisation des ascenseurs.
	Développement immobilier Gamelin ltée (Hull)	800	Construction d'une garderie d'une superficie de 8 200 pieds carrés sur la rue Atmosphère à Hull.
	Hôpital d'Ottawa (Ottawa, Ontario)	900	Aménagement d'un pavillon de cardiologie.
	Hôpital pour enfants de l'est ontarien (Ottawa, Ontario)	45 000	Rénovation de 110 000 pieds carrés et construction de 120 000 pieds carrés. Les travaux pourraient débuter en 2001.
	Les Oeuvres Isidore Ostiguy (Hull)	1 000	Projet de construction d'un édifice de 13 unités de logement pour des personnes itinérantes.
Travaux de génie	Ministère des Transports du Québec (Outaouais)	25 000	Au total, le ministère des Transports envisage d'investir 25 millions en 2000 pour la réfection du réseau routier en Outaouais.
	Ministères des Transports (Québec et Ottawa) (Communauté urbaine de l'Outaouais)	35 000	Construction de l'axe McConnell-Laramée. Ce boulevard comptera 4 voies et des carrefours giratoires.
	Ville de Buckingham (Buckingham)	2 500	Amélioration du réseau d'égout et d'aqueduc et travaux d'amélioration apportés à la rue Principale.
Multisecteurs			
Économie sociale	MRC de Papineau	42,5	Investissement fait au sein de trois entreprises d'économie sociales : Formatech, Coopératives 1001 Corvées et Centre d'interprétation de la géologie.

Source : Relevé de l'économiste régionale d'Emploi-Québec.

Tableau 9
PERTES D'EMPLOIS ANNONCÉES
Outaouais
2^e trimestre 2000

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise	Nombre d'emplois supprimés	Remarques
Imprimerie	Groupe Communications Canada (Hull)	400	Déménagement des employés de Hull vers une nouvelle imprimerie à Gloucester près d'Ottawa. Le transfert s'effectuera quelque part en 2001.
Industrie des produits chimiques	Rhodia - Albright & Wilson (Buckingham)	96	Les mises à pied vont s'échelonner sur 2 ans. Le tiers des pertes cette année, un autre tiers en 2001 et les autres à l'été 2002.
Technologie de l'information	Corel industrie (Ottawa, Ontario)	320	Rationalisation de ses activités, 320 postes ont été coupés au cours des derniers mois,
Commerce	BMR Matériaux Outaouais (Buckingham)	9	Fermeture
	Plomberie lumineaire Cléroux (Hull)		Fermeture

Source : Relevé de l'économiste régionale d'Emploi-Québec.

Tableau 10

PRESTATAIRES SANS GAINS DE L'ASSURANCE EMPLOI ¹
Outaouais, CUO et MRC et ensemble du Québec

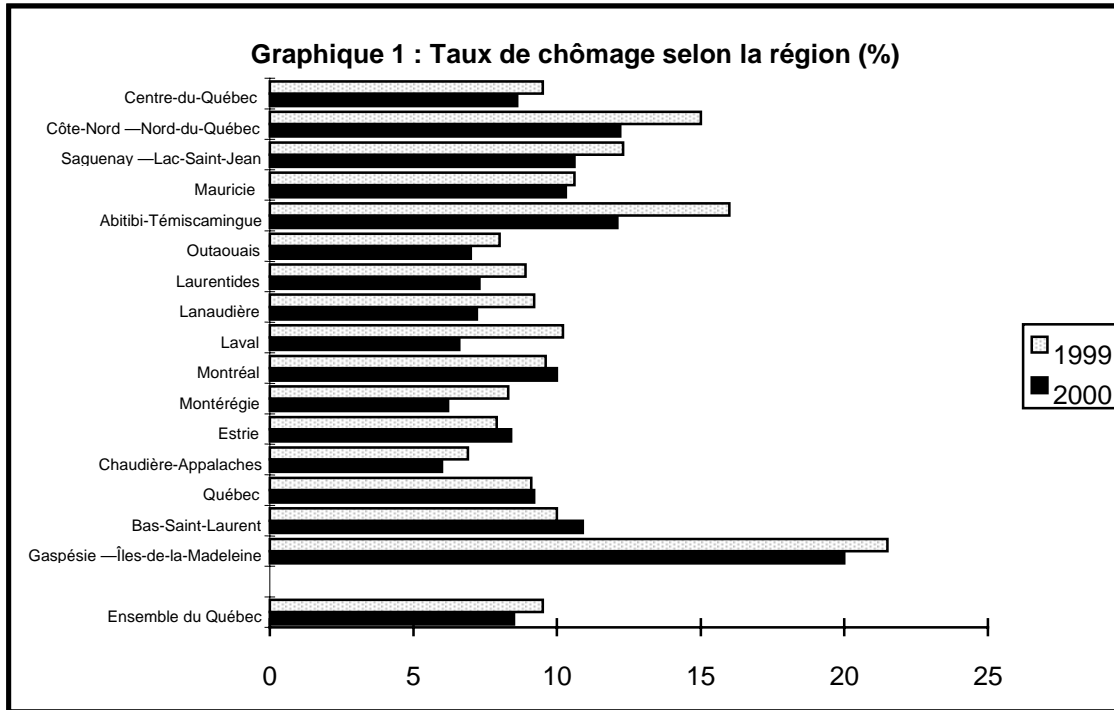
Territoires	1 ^e trimestre		variation
	2000	1999	%
Outaouais	6 540	7 290	-10,3
MRC			
Papineau	780	810	-3,7
Communauté urbaine de l'Outaouais	3 330	3 930	-15,3
Les Collines-de-l'Outaouais	680	790	-13,9
La Vallée-de-la-Gatineau	1 240	1 180	5,1
Pontiac	520	580	-10,3
Ensemble du Québec	192 580	199 450	-3,4

1- Prestataires sans gains : prestataires de l'assurance emploi n'ayant déclaré aucun revenu durant la période de référence.

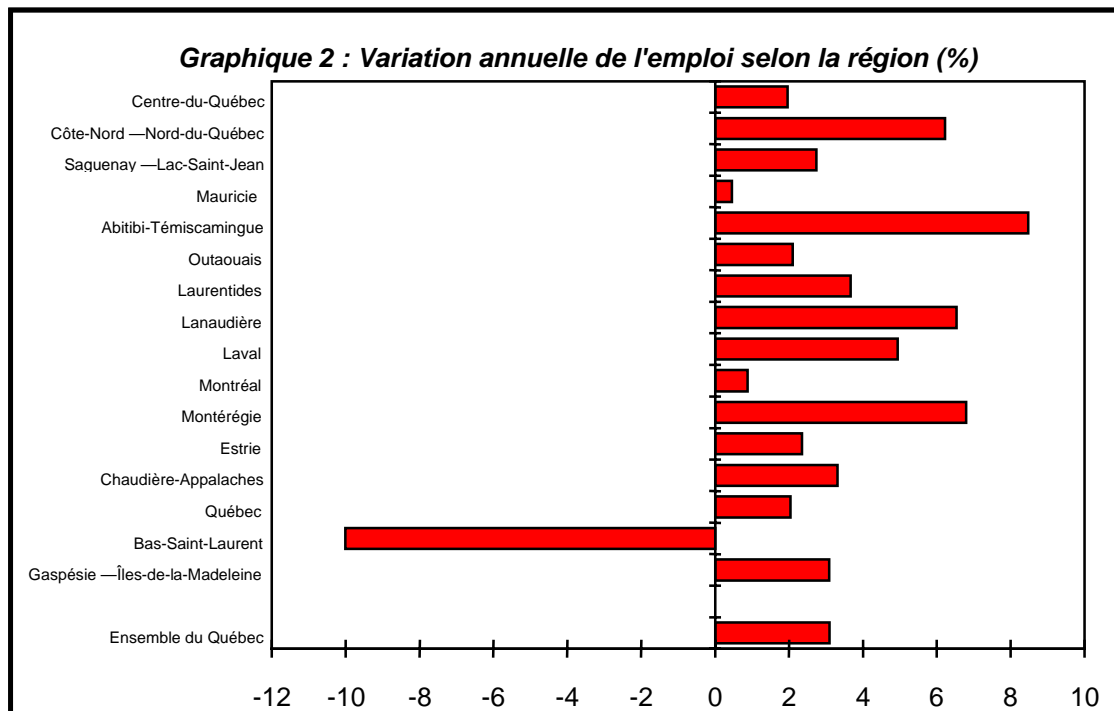
Source : Statistique Canada, Division de la statistique du travail.

Graphiques 1 et 2

TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
2^e trimestre 2000



Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.



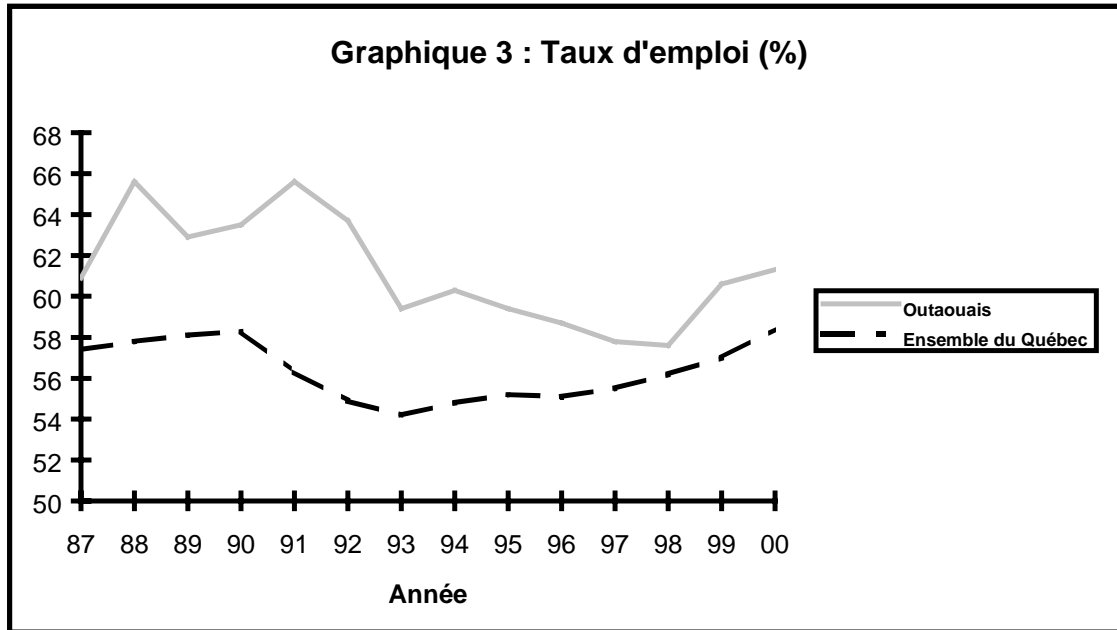
Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Graphiques 3 et 4

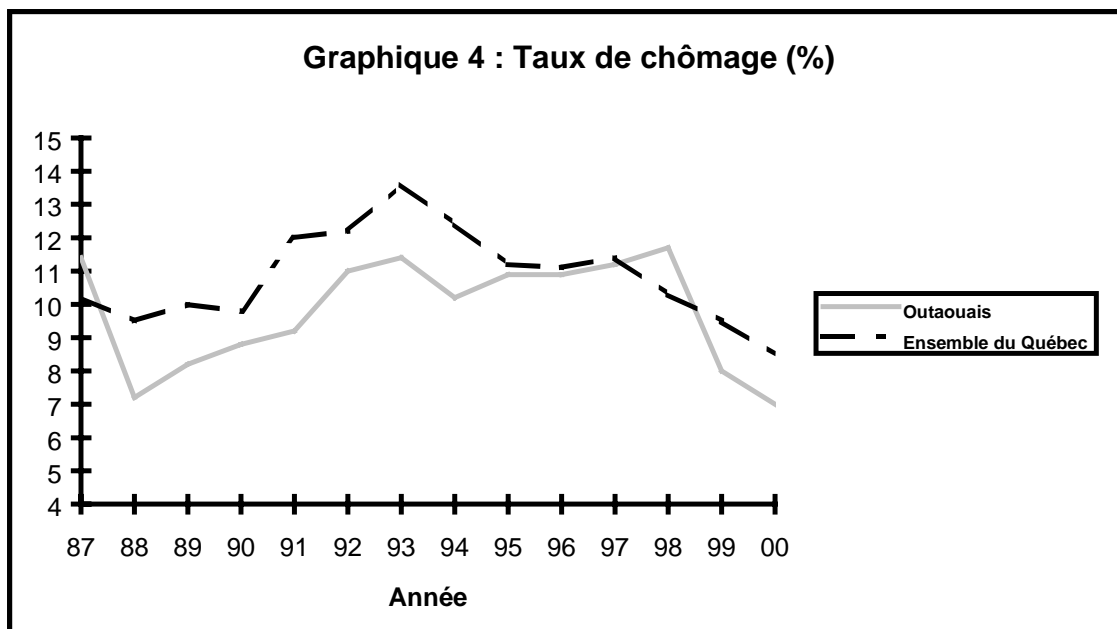
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)

Outaouais et ensemble du Québec

2^e trimestre 2000



Source : Enquête sur la population active. Compilations spéciales, Statistique Canada.

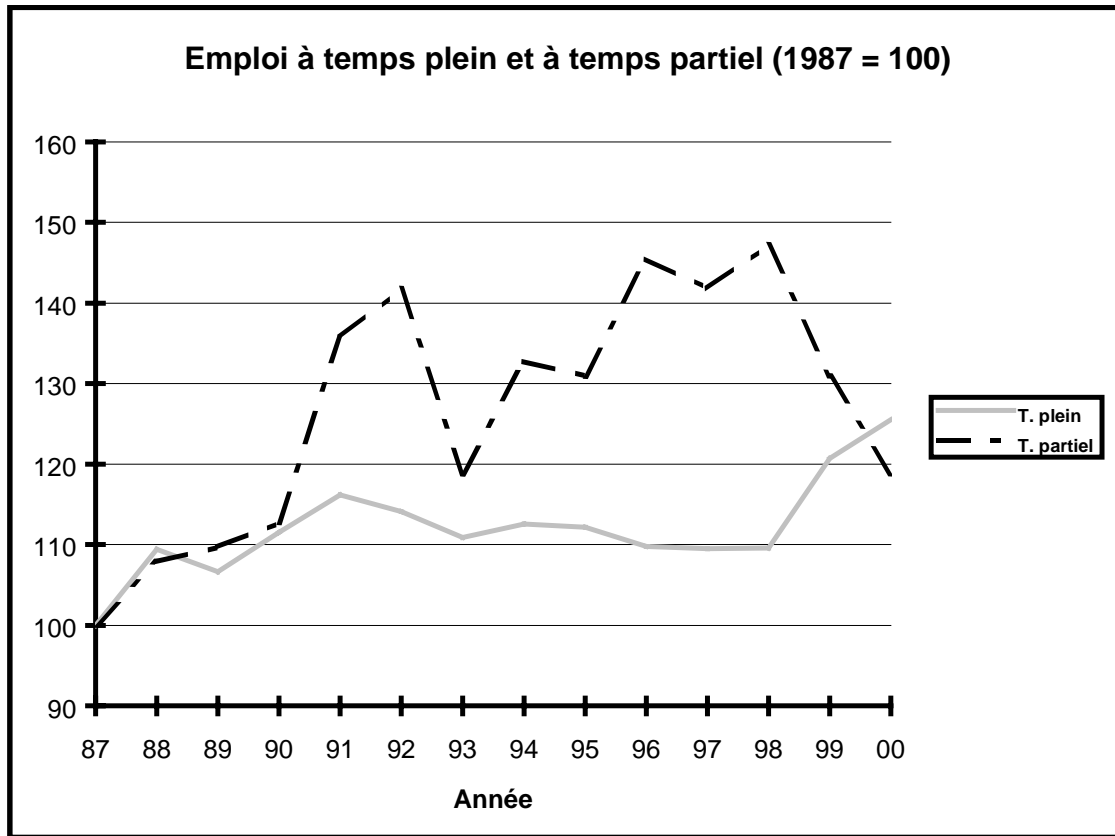


Source : Enquête sur la population active. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Graphique 5

EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL

Outaouais
2^e trimestre 2000



Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.